

## La nouvelle question nationale européenne : retour sur les élections européennes de juin 2009

Par Mathieu Bock-Côté, candidat au doctorat en sociologie, UQAM

Texte paru dans L'Action nationale, Septembre 2009, p.68-78.

---

Les dernières élections européennes, celles de juin 2009, ont confirmé la régression de l'idéal européen, déjà visible depuis plusieurs années, comme on l'avait constaté avec le rejet de la constitution européenne en 2005 par une majorité de Français et de Néerlandais et le rejet du Traité de Lisbonne par les Irlandais le 12 juin 2008. Cette critique de plus en plus élaborée du système idéologique européen s'inscrit dans une plus vaste tendance visible depuis le début des années 1990 à la fois dans les pays fondateurs ayant découvert leur souveraineté maillotée par un cartel technocratique d'un genre inédit et chez les nouveaux venus de l'est européen, qui après avoir recouvré leur souveraineté nationale n'ont aucune envie de l'aliéner dans un complexe technocratique qui rappelle à certains comme le président tchèque Vaclav Klaus le vieil universalisme soviétique<sup>1</sup>. Les symptômes de cette crise de légitimité sont nombreux et vont de l'abstentionnisme massif aux élections européennes à la nationalisation du débat européen qui porte moins sur la mise en forme d'un intérêt communautaire surplombant les intérêts nationaux que sur la capacité de déployer ces derniers dans les structures de l'UE en passant par le développement d'une droite populiste capitalisant sur le décrochage d'une frange significative des classes populaires réfractaires à la liquidation de la référence nationale. La nation demeure la communauté d'existence historique par excellence, celle qui accueille naturellement l'expérience démocratique en délimitant les contours de la communauté politique à partir d'un héritage particulier. Ceux qui ont cherché à se dérober à cette réalité en plaidant pour son remplacement par l'Europe en ont d'ailleurs payé le prix électoral, comme l'a constaté la gauche européenne, qui avait affiché clairement sa préférence pour une Europe constituée selon les principes du fédéralisme alors que les partis de centre-droit ont mis de l'avant une rhétorique basée sur la légitimité du cadre national - malgré leur ralliement de fait à l'europhisme, qui relève d'un autre problème<sup>2</sup>.

Mais ce «sursaut conservateur» devant l'Europe ne passe pourtant pas pour une option légitime au sein des élites européennes qui ont depuis longtemps racorni l'espace du pensable en ce qui a trait à la question nationale<sup>3</sup>. François Fillon, l'actuel premier ministre français, a ainsi affirmé que pour la première fois depuis Maëstricht, la question du régime ne se posait plus en Europe et que toutes les formations politiques étaient désormais ralliées à la construction européenne. *«Ce scrutin se déroule dans un contexte totalement inédit. C'est la première fois, depuis très longtemps, qu'il n'y a plus de débat institutionnel entre l'Europe fédérale, l'Europe confédérale, l'Europe souverainiste. Ce débat-là est réglé, d'une certaine façon,*

---

<sup>1</sup> François de Labarre, «Exclusif. Vaclav Klaus, l'euro-sceptique qui ne mâche pas ses mots», Paris Match, 13 février 2009

<sup>2</sup> John O'Sullivan, «Europe's Disintegrating Left», National Review, July 6, 2009, p.20-22.

<sup>3</sup> Ivan Rioufol, «La nouvelle offensive des idéologues», Le Figaro, 12 juin 2009

par l'élargissement. Il a été réglé aussi par le compromis élaboré par le président et la chancelière allemande avec le traité de Lisbonne. Pour la première fois, le débat européen est concentré sur la réponse que l'Europe doit apporter à la mondialisation, c'est-à-dire sur l'Europe efficace. Cette Europe politique, à laquelle personne ne croyait dans le passé, est devenue crédible grâce à la présidence française<sup>4</sup>. On voit bien là la prétention à confisquer le débat politique entre partisans de l'europhobie, le «débat européen» devant apparemment être réservé aux partisans de l'europhobie. François Fillon aurait dû préciser son propos en parlant du «débat» tenu entre les partis «respectables», médiatiquement adoués par le système idéologique dominant, ce qu'a fait bien malgré lui Jose Manuel Barroso en soutenant que «le risque de l'abstention est qu'elle permet aux eurosceptiques et aux extrémistes de s'emparer de notre débat et de notre avenir». Si le politiquement correct est un dispositif idéologique fonctionnant à la criminalisation systématique du conservatisme dans le langage de l'extrémisme, on assiste ici à son plein déploiement. D'ailleurs, un nouveau terme surgi du lexique démonologique de la gauche idéologique s'est imposé dans cette campagne : on parle désormais d'europhobie<sup>5</sup>. Le terme n'est certainement pas neutre et il vise à classer le souverainisme réfractaire de grands pans de l'électorat dans le registre des pathologies sociales et idéologiques. On dira europhobie comme on dit xénophobie et on assimilera même, comme l'a fait Dominique Reynié dans son analyse du Non de gauche en 2005 la souveraineté nationale au nazisme en dénonçant le «social-nationalisme»<sup>6</sup>, une vision semblable à celle de Jürgen Habermas qui parlait alors de la défense de l'État-nation comme d'une idée «droitière et xénophobe»<sup>7</sup> ainsi qu'à celle de Jacques Julliard qui fera le procès de la «France seule»<sup>8</sup> en assimilant par là la souveraineté nationale au maurrassisme. On en entendra même plusieurs faire le procès de la tenue de référendums nationaux sur l'Europe dans la mesure où ceux-ci consacraient la légitimité du cadre national comme lieu d'expression de la souveraineté populaire. Depuis quelques années, la technocratie européiste a systématiquement associé l'europhobie à l'extrémisme, en laissant entendre par là qu'il n'y avait aucun noyau rationnel à la critique de la construction européenne et que l'attachement à l'État-nation était le signe d'une pathologie grave. Cette vision des choses est commune à l'intelligentsia progressiste et on la trouvait aussi dans la page éditoriale du *Devoir* où Serge Truffaut a assimilé le conservatisme européen au fascisme et même, au nazisme : «ils rêvent au retour des États-nations qui s'entre-déchiraient tous les vingt ans. Pour charmer leurs concitoyens, ils cultivent la nostalgie du passé, de la religion vaticanesque, de la loi et l'ordre, voire du bon vieux temps des colonies»<sup>9</sup>. L'attachement à la souveraineté nationale, à la sécurité publique et à l'héritage chrétien de l'Europe sont désormais à considérer comme autant de caractéristiques idéologiques

---

<sup>4</sup> Entretien avec François Fillon, «Bayrou tombe dans les mêmes travers que le PS», Le Figaro, 14 mai 2009.

<sup>5</sup> Pascal Perrineau, «Europhobie» et «Europhobie», dans Yves Bertoncini et al., *Dictionnaire critique de l'Union européenne*, Armand Colin, 2008, p.172-173

<sup>6</sup> Dominique Reynié, *Le vertige social-nationaliste*, Paris, La table ronde, 2005.

<sup>7</sup> Jürgen Habermas, *Sur l'Europe*, Paris, Bayard, 2006, p.50.

<sup>8</sup> Jacques Julliard, «La France seule», Le Nouvel Observateur, 9 juin 2005.

<sup>9</sup> Serge Truffaut, «L'extrême-droite en Europe : la vogue du brun», Le Devoir, 29 juin 2009.

de l'extrême-droite, ce qui en dit beaucoup sur l'élasticité d'une notion qui a désormais davantage à voir avec la polémique militante qu'avec la politologie.

Si la défense de la nation est une pathologie, c'est par contraste avec l'idéal européiste, nouvel horizon de l'universalisme progressiste. Edgar Morin l'a souvent écrit, et Daniel Cohn-Bendit a repris la formule : l'Europe serait la dernière des utopies disponibles<sup>10</sup>, une utopie sacralisée qui a la force d'un mythe censé féconder le vieux monde et transformer en profondeur les sociétés qui le composent. L'Europe s'est dépris depuis longtemps du projet politique de ses fondateurs, qui n'était pas sans d'immenses défauts d'ailleurs, comme l'a souvent rappelé le général de Gaulle, qui se moquait d'un continent noyé dans un «volapuk intégré» et faisant le procès du supranationalisme des partisans de la démocratie-chrétienne qui rêvaient de réanimer la vieille tradition impériale européenne pour déployer à partir d'elle l'union du continent. Mais le vice de l'europhisme contemporain n'est pas seulement dans la supranationalité – il faudrait aujourd'hui dire post-nationalité, semble-t-il – consécutive du désir d'empire mais bien dans l'investissement progressiste de ce principe, «*l'empire européen*» correspondant à la forme politique la plus susceptible d'accueillir l'utopie progressiste de notre temps telle qu'elle s'est métamorphosée dans la dynamique des *radical sixties*<sup>11</sup>. Le contenu de cette utopie est connu : il s'agit d'un empire humanitaire, qui prétend à la souveraineté universelle, l'Union européenne annonçant une future gouvernance mondialisée sous le signe des «droits humains», de la «lutte contre les discriminations», du multiculturalisme et de la réalisation d'un bien commun qui ne serait plus tenu dans les paramètres historiques de la nation – un impérialisme humanitaire qui amène une certaine gauche à réclamer une compétence universelle pour la justice européenne dans les questions liées aux droits humains, comme s'il fallait dès maintenant marquer la naissance d'une *politie* mondialisée dont la légitimité déclasserait dès maintenant la justice des États-nations<sup>12</sup>. On connaît la rhétorique : la multiplication des enjeux mondialisés nécessiterait leur transposition dans un espace de gouvernance qui ne serait plus héritier des contingences nationales, la question écologique étant par ailleurs de toutes la plus exemplaire de la nécessaire résolution à grande échelle des problèmes de l'humanité toute entière<sup>13</sup>. Il n'y aurait plus vraiment de problèmes existentiels ailleurs qu'à l'échelle globale.

Ce n'est pas sans raison qu'on parle souvent du *soft power* qui serait le propre de la politique étrangère européenne, signe d'une neutralisation de la distinction entre la politique extérieure et la politique intérieure, l'UE représentant apparemment un moment pédagogique dans l'apprentissage d'une démocratie

---

<sup>10</sup> Edgar Morin, *Penser l'Europe*, Paris, Gallimard, 1990

<sup>11</sup> Ulrich Beck, Edgar Grande, *Pour un empire européen*, Paris, Flammarion, 2007.

<sup>12</sup> Soeren Kern, « Spain Changes Tack on Universal Jurisdiction », Pajamas Medias, 28 mai 2009.

<sup>13</sup> Dans un récent ouvrage, Strobe Talbott, qui a joué un rôle majeur sous la présidence de Bill Clinton, a fait de l'élargissement systématique de la communauté politique la marque la plus visible du progrès historique, la nation n'étant ainsi qu'un aménagement social parmi d'autres appelé à se faire déconstruire dans la recherche d'une toujours plus grande universalité politique, ce qui l'amenait d'ailleurs à souhaiter la mise à jour d'une historiographie plus favorable aux expériences impériales qui ont traversé le 19<sup>ème</sup> siècle européen. Strobe Talbott, *The Great Experiment*, Simon & Schuster, 2008.

postnationale se reconnaissant dans l'horizon habermassien d'une gouvernance mondiale sans gouvernement mondial, susceptible de faire émerger une figure unifiée du bien commun de l'humanité qui ne serait plus divisé par les intérêts contradictoires des nations. L'Union européenne représente une communauté post-historique qui trouve justement dans la radicalisation de son utopie fondatrice la condition du renouvellement de sa légitimité institutionnelle. Moins l'Europe fonctionne et plus elle doit croître et s'approfondir. Il est dans la définition même de l'utopie de ne pas connaître d'autres frontières que circonstancielles à son expansion. Autrement dit, l'idéal d'une gouvernance mondialisée a trouvé dans l'Europe son espace d'incubation, mais il n'a aucunement pour vocation de s'y cloîtrer. L'association européenne se présente ainsi comme l'antichambre d'une souveraineté globalisée qui ne serait plus redevable envers un peuple en particulier - c'est dans l'idéal même de l'Europe que la souveraineté s'incarnerait, et elle s'exercerait par la technocratie responsable de l'exégèse et de la diffusion de cet idéal, comme l'a noté avec perspicacité Robert Conquest<sup>14</sup>. Comme le rappelait Michel Rocard, «*l'essentiel est moins la pérennisation d'une identité européenne territoriale dans ses frontières d'origine que son extension géographique*»<sup>15</sup>. On ne se surprendra pas de savoir les européistes fervents partisans du multiculturalisme mondialisé dans la mesure où celui-ci conteste la prétention à emboîter la démocratie et la nation dans une même communauté politique qui ferait de la seconde la condition de la première. Désormais, la communauté politique devra se reprogrammer dans les paramètres du seul universalisme progressiste, dans un contractualisme intransigeant ne laissant pas contenir ses prétentions par un héritage historique particulier. La question de la Turquie est centrale ici tant elle symbolise bien l'identité historique carencée d'une communauté politique qui a prétendu se fonder non pas sur l'histoire mais sur l'utopie. C'est justement parce qu'elle n'est pas culturellement européenne que la Turquie devrait rejoindre l'Europe, pour confirmer que cette dernière n'est aucunement porteuse d'un substrat historique prédéterminé<sup>16</sup>. D'autres ont spéculé sur un prochain élargissement de l'Europe vers la rive-sud de la Méditerranée pour intégrer au destin européen les peuples du Maghreb. On connaissait la boutade de Jacques Chirac : l'Europe n'est pas un club chrétien. On sait ce qu'il voulait dire par là : l'Europe est historiquement un club chrétien et elle ne doit justement plus l'être<sup>17</sup>. Il s'agit donc de déconstruire l'expérience historique européenne, faite de nations héritières du christianisme et disposant chacune de sa souveraineté politique, pour transformer l'Europe en laboratoire à partir duquel mettre au monde une utopie ranimant l'idéal d'une civilisation mondialisée.

Mais cette fiction idéologique vole en éclat et le réel reprend lentement ses droits. Paradoxe parmi les paradoxes : si les défenseurs de l'État-nation s'opposent clairement au supranationalisme européen, c'est justement parce qu'ils défendent l'héritage politique et culturel de l'Europe contre ceux qui en

---

<sup>14</sup> Robert Conquest, *Le féroce vingtième siècle*, Paris, Éditions des Syrtes, 2001, p.267.

<sup>15</sup> Michel Rocard, «Élargissement, quel scénario?», *Libération*, 2 juin 2009

<sup>16</sup> Pierre Moscovici et Pierre Weill, «Oui, nous avons besoin de la Turquie en Europe», *Le Monde*, 2 juin 2009.

<sup>17</sup> Pierre Manent, *La raison des nations*, Paris, Gallimard, 2006.

détournent la référence pour justifier sa transformation en grand laboratoire du progressisme mondialisé. Louis Pauwels avait dit la chose autrement : il faut désormais distinguer les Européistes des Européens<sup>18</sup>. D'une certaine manière, l'europhisme a de moins en moins à voir avec la civilisation européenne et son héritage. Et ce n'est pas sans raison que certains évoquent une Europe qui se désoccidentaliserait au rythme où elle chercherait à se constituer à travers son utopie refondatrice. On parle souvent de la faille atlantique qui sépare l'Europe occidentale de l'Amérique du Nord. Cette faille retranscrit en fait dans une perspective géopolitique la différence entre une Europe qui s'est laissée emportée par les *radical sixties* dont l'UE est aujourd'hui l'incarnation politique et une Amérique où s'est constitué un mouvement conservateur structuré capable justement de formuler une critique du progressisme mondialisé qui emporte les élites européennes – on pourrait aussi inscrire d'une certaine manière le conservatisme britannique dans cette perspective. Ce conservatisme a justement redécouvert depuis quelques années la question nationale en se montrant très critique envers la déconstruction des souverainetés et des identités nationales. On peut même dire que ce conservatisme se considère désormais comme fondamentalement lié à la défense de la nation, comme l'ont souligné l'un à la suite de l'autre John O'Sullivan et John Fonte<sup>19</sup>. Ce «*souverainisme conservateur*»<sup>20</sup> de l'Amérique républicaine et de la Grande-Bretagne conservatrice fait découvrir à nouveau ses vertus en rappelant que la démocratie libérale et la nation définie en tant que communauté de mémoire et de culture sont indissociables et qu'une communauté politique post-nationale serait nécessairement post-démocratique. Il faut noter que sous l'initiative du Parti conservateur britannique, ce souverainisme conservateur s'exprimera désormais dans un groupe au parlement européen qui, s'il parvient à prendre forme sur les scènes politiques nationales, pourrait bouleverser la donne politique sur le vieux continent<sup>21</sup>. C'est probablement la chose à observer en Europe dans les années à venir pour ceux qui se demandent comment pourrait prendre forme une critique enfin fructueuse de la technocratie europhiste. Car Éric Zemmour l'a déjà noté, si le «souverainisme» est probablement majoritaire électoralement, il n'est jamais parvenu à se constituer politiquement comme une alternative électorale crédible et ne parvient à s'imposer qu'au moment de consultations référendaires permettant de polariser l'espace public autrement qu'à travers une configuration partisane où tous les partis «respectables» sont ralliés au consensus postnational<sup>22</sup>. Trop longtemps, le conservatisme s'est trouvé coincé entre un centrisme héritier de la démocratie chrétienne et une extrême-droite dénaturant la défense du sentiment national en l'inscrivant dans un registre idéologique contradictoire avec les préceptes élémentaires de la démocratie libérale. Cet

---

<sup>18</sup> Louis Pauwels, « Les Européistes contre les Européens », Le Figaro-Magazine, 12 septembre 1992, p.33

<sup>19</sup> On consultera tout à la fois John Fonte, « Liberal Democracy vs. Transnational Progressivism : The Ideological War Within the West », *Orbis*, Summer 2002, p.449-467 ; John O'Sullivan, *Conservatism, Democracy and National Identity*, Center for Policy Studies, 1999.

<sup>20</sup> La notion de souverainisme pour qualifier les milieux conservateurs hostiles envers le transnationalisme contemporain est d'abord apparue sous la plume de Peter J. Spiro, « The New Sovereignists », *Foreign Affairs*, Novembre-décembre 2000, volume 79, no.6, p.9-15.

<sup>21</sup> AFP, «Parlement européen - Un groupe conservateur eurosceptique voit le jour», Le Devoir, 23 juin 2009.

<sup>22</sup> Éric Zemmour, « Sarkozy pris au piège de l'action », *Le spectacle du monde*, juillet-août 2008, n,547, p.15

écartèlement du conservatisme entre un centrisme libéral idéologiquement satellisé par la gauche post-soixante-huitarde et un nationalisme refoulé dans les marges populaires et rendu disponible aux aventuriers les plus improbables a entraîné une confiscation de l'espace public par le progressisme. Il s'agit donc d'espérer que le sentiment national dans les démocraties européennes parviendra à reprendre forme politiquement en se sortant de ce double piège que représente sa neutralisation par le centrisme et sa confiscation par la droite populiste.

Il y a là matière à réflexion pour le mouvement national québécois qui n'évolue pas idéologiquement en vase clos. Depuis la souveraineté-association de René Lévesque à l'Union confédérale de Bernard Landry, le leadership souverainiste a cru trouver dans la construction européenne l'avenir politique de la nation occidentale, appelée à préserver son existence politique tout en multipliant les partages de souveraineté. Pour les souverainistes, l'europhisme était le gage d'une version progressiste de la cause nationale, réconciliant le désir de reconnaissance du Québec avec son «ouverture sur le monde». Le rêve européen dont parlait Jeremy Rifkins a longtemps été un rêve québécois<sup>23</sup>. Mais ce modèle, s'il fallait en trouver une dernière confirmation, implose, et le postmodernisme à l'européenne confirme pour ceux qui en doutaient qu'il ne tolère plus les nations que de manière résiduelle, avant d'achever leur reconstruction multiculturelle et progressiste. Autant l'Europe se constitue dans l'utopie post-nationale d'une civilisation post-occidentale, autant le souverainisme à la québécoise s'est idéologiquement vidé de sa matière identitaire et historique pour devenir la poursuite du progressisme par d'autres moyens. Le souverainisme en est lui aussi venu à vider le Québec de son substrat historique pour le définir comme un idéal progressiste dont le lien canadien entraverait la concrétisation. D'une certaine manière, le progressisme, peu importe le chemin qu'il suit, mène au même résultat, soit la mise en scène d'une société fondée sur la déconstruction des héritages les plus féconds portés par la civilisation occidentale. Il n'y a rien de plus contradictoire aujourd'hui que l'utopisme progressiste et la défense de la nation. On ne pourra pas penser l'avenir nation sans penser la critique du système idéologique qui travaille à sa déconstruction.

---

<sup>23</sup> Jeremy Rifkin, *Le rêve européen*, Paris, Fayard, 2005.